# La Sécu lance ses puces savantes pour mettre en carte médecins et assurés sociaux

***L'informatisation du corps médical : un marché de 10 milliards qui provoque déjà jalousies et coups tordus.***

« *SESAM-VITALE, c'est parti* », lit-on dans le long communiqué qu'a publié, le 13 janvier, la Caisse nationale d'assurance-maladie, c'est-à-dire l'organisme principal de la Sécu, géré aujourd'hui par la CFDT après avoir été longtemps la chasse gardée de FO. Sesam-Vitale, c'est le projet d'informatisation de tous les rapports entre malades-assurés sociaux, médecins, labos, pharmaciens et organismes payeurs (Sécu et mutuelles, en attendant les assurances privées). Bien parti, le projet ? Ce n'est pas si sûr.

Depuis que le gouvernement a décidé, voilà quelques mois, de confier à la seule Caisse d'assurance-maladie la « maîtrise d'ouvrage » du projet d'informatisation, la polémique fait rage.

Avant même que la cinquantaine de millions de cartes à puce Vitale soit distribuée aux assurés (ce ne sera guère avant 2002), le projet s'attire de toutes parts des critiques. Il faut dire que les enjeux sont de taille.

## Médecins branchés

Mettre les 300 000 professionnels de santé (médecins, pharmaciens, infirmières, labos, etc.) en réseau informatique, les équiper en ordinateurs, logiciels et autres modems ou imprimantes, c'est d'abord un formidable marché. L'ingénieur général des Télécom Charles Rozmaryn, qui a, en octobre dernier, pondu un rapport officiel sur le projet d'informatisation (et qui espérait bien en devenir le grand ordonnateur), estimait qu'il en coûterait au bas mot 10 milliards. De surcroît, il ajoutait aussitôt que le projet comportait *« un énorme risque combinatoire »*. L'expert faisait uniquement allusion, il est vrai, à des difficultés techniques, mais le mot n'est pas trop fort pour décrire l'ambiance qui entoure les premiers pas de Sesam-Vitale.

Déjà un petit industriel d'Yssingeaux (la terre électorale de Jacques Barrot, soit dit en passant), Nicolas Crêtaux, pédégé d'une boîte de logiciels, accuse froidement la Caisse d'assurance-maladie d'avoir trop longtemps réservé à des copains le cahier des charges du projet Sesam-Vitale. Il enrage d'avoir été mis à l'écart du possible marché.

Du côté des syndicats médicaux, c'est également la foire d'empoigne. L'un d'entre eux, MG France, qui, ainsi que l'indique son sigle, regroupe un certain nombre de médecins généralistes, est accusé par certains de ses concurrents de vouloir *« faire du fric »* (comme l'a également estimé Marc Blondel) grâce à l'informatisation du corps médical et des assurés. Dans son dernier numéro, le magazine « Capital » se faisait d'ailleurs l'écho de cette polémique.

En fait, le patron de MG France, Richard Bouton, a simplement décidé de ne pas être en retard sur l'évolution prévisible de sa profession. Avec son syndicat, et avec les capitaux d'une filiale hollandaise du Crédit lyonnais, il a créé une société, Medsyn, qui veut devenir le premier « serveur » informatique des quelque 60 000 médecins généralistes français. Il se trouve aussi que Bouton a été le principal dirigeant des syndicats médicaux à applaudir le plan Juppé de réforme de la Sécu. Du coup, il est accusé de vouloir aujourd'hui toucher les dividendes de cette approbation.

*« C'est ridicule et à la limite de la diffamation*, s'insurge ce toubib entreprenant. *Au mieux, dans deux ou trois ans, un dixième des généralistes sera relié à mon système. Et je ne leur fournirai qu'un service, payant au début, gratuit, je l'espère, bientôt. »* Il y aurait donc de la place pour ses concurrents, parmi les syndicats médicaux. Ou pour les labos pharmaceutiques et industriels de l'informatique, qui salivent aussi à l'idée d'entrer sur ce marché.

## Dix ans de malheur

Les assurés sociaux pourraient se montrer indifférents à ces empoignades si leur régime de prestations sociales – et leurs cotisations – n'était en jeu. Sesam-Vitale, on en parle dans les couloirs de la Sécu et au ministère des Affaires sociales depuis plus de dix ans. *« Le coût des expérimentations de la carte à puce dans cinq villes est un sujet tabou à la Caisse d'assurance-maladie »*, dit un ancien de la Sécu. Les chiffres les plus fous ont circulé : jusqu'à 4 milliards...

En fait, ces 4 milliards, c'est le montant estimé par la Caisse maladie elle-même pour le lancement du projet dans les trois ou quatre ans à venir. Dans les annexes du plan Juppé, il est également prévu d'allouer un crédit de 7 000 F à chaque médecin qui se portera volontaire pour passer au tout-informatique. Mais, pour l'instant, ces subsides restent dans les tiroirs.

Dans un premier temps, en 1997 et début 1998, un peu plus de 10 millions d'assurés devraient recevoir une carte à puce, baptisée « Vitale 1 », qui ne sera guère plus « savante » que la vulgaire carte actuelle. Seuls des renseignements de base (numéro de Sécu, adresse) seront conservés sur ce document. Plus tard, à partir de fin 1998 et très progressivement, une nouvelle génération de carte à puce, appelée cette fois « Vitale 2 », sera diffusée.

La carte contiendra alors des renseignements sur l'histoire médicale de l'assuré. Et, à ce moment, se poseront de nouveaux problèmes, autrement plus sérieux.

En principe – et tous les partisans de Sesam-Vitale le jurent –, la carte sera inviolable par tous les petits curieux qui tenteraient de forcer ses secrets. Seule la Sécu, pour tenir mieux les comptes et contrôler l'application par les médecins des traitements les plus judicieux et les moins coûteux, aura accès à ces renseignements. Promis, juré, les employeurs ne pourront pas connaître les antécédents médicaux de leurs salariés. *« S'ils tentent de le faire, ils seront poursuivis »*, affirment les promoteurs du système. Et ceux qui doutent encore sont des ignorants.

**Claude Roire**

# La f de l'infor du PM vers les

***Comme les so devront payer 4 ça fait du foi***

C'ÉTAIT bien la pein d'offrir la présidence d PMU à un inspecteu général des Finances pour e arriver là : le plan « Pégase » v coûter 65 % de plus que prévu soit 440 millions. Sur un tota de 1,1 milliard. Le plan « Pé gase », c'est l'informatisatio totale du PMU que Jean Farg voulait léguer à la noble insti tution afin de marquer son pas

# Quand les élus s'enflamment